

Restructurer l'information économique en France

Posté le : 9 mars 2011 09:34 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile
 Catégorie: Concepts fondamentaux, Attitudes, Réforme

La crise de 1929 a eu une conséquence imprévue mais majeure : la naissance de la statistique économique. C'est l'apport majeur de Keynes. La nécessité de connaître et de contrôler certaines variables globales a conduit les états et les organisations internationales à collecter une information largement normalisée.

Cinquante ans après cet effort s'avère largement caduque. Les différents organes chargés de la prévision économique ont été incapables de prévoir la crise de 2007-2009 et d'alerter les politiques. Les méthodes ont cessé d'être pertinentes. Les causes sont multiples.

La principale est la sclérose d'administrations fermées sur elles même et incapables de se remettre en cause. A-t-on vu ne serait-ce que le début d'un frémissement à l'Insee ou à la direction de la prévision du ministère des Finances ? Ceux qui sont chargés de la méthodologie économétrique paradent toujours alors que leurs modèles ont montré leur vacuité. En France on peut être indéfiniment mauvais tant qu'on a un titre. Le système est quasi féodal.

Se cumulent en fait une défaillance de l'observateur et de l'observatoire. Depuis 1974 il est clair que le modèle keynésien ne fonctionne plus. En système de changes flottants les actions sur la demande globale s'avèrent inefficaces. Le pilotage de la monnaie s'avère également fort compliqué, les mouvements de capitaux notamment à court terme ne suivant en rien les canons des doctrines précédentes. En laissant s'exercer des forces débridées sans aucune forme d'organisation concertée, on a laissé le champ libre à des phénomènes qui n'étaient pas compris dans les modèles et ne figuraient même pas dans les esprits.

Les changes flottants apportent une complexité nouvelle. Cette complexité s'est aggravée constamment au point que plus personne ne sait en vérité à quoi correspondent les biens financiers de plus en plus abstraits qui s'échangent. La théorie des changes flottants à peine esquissée par Milton Friedman et laissée en jachère depuis, a avancé des postulats qui se sont tous révélés entièrement faux. Pas un peu faux : la réalité a été exactement l'inverse de la prévision. Il ne peut pas y avoir de prévision et d'économétrie sans doctrine ni théorie un minimum en ligne avec les faits.

La financiarisation a donné la place principale à un secteur bancaire habitué au secret et au corporatisme. Les économistes de banques centrales sont totalement déconnectés des économistes qui s'occupent de la consommation et de la production. Chacun est à un bout de la lorgnette et ne sait pas ce que l'autre regarde. Il suffit de constater comme il est difficile de savoir l'encours de la dette d'un pays dans toutes ses composantes, tableau qui devrait figurer en bonne place dans l'information de base fournie par l'Insee. Quelle est la maturité moyenne de la dette globale ? Comment évolue-t-elle par rapport au PIB. Il faut à chaque fois soit attendre des études spécifiques soit se plonger dans mille endroits sans jamais savoir si les termes de comparaisons sont cohérents.

La seule solution est de démultiplier les lieux d'analyses et d'ouvrir l'information tout en lançant des programmes de recherche remettant en cause les méthodes actuelles. Les séries longues doivent être gratuites et publiées sur internet sur tous les sujets importants. L'Etat seul collecteur de l'information économique doit la mettre gratuitement à la disposition de tous en la formalisant le

mieux possible.

L'Etat doit mettre en œuvre des prix richement dotés sur des thèmes économiques majeurs afin de faire concourir le monde à la compréhension de la situation actuelle. Il faut à la fois plus d'information et plus de compétition sinon entre les sources du moins entre les lieux d'analyse.

Il n'y a aucune raison pour que l'information économique reste en France aussi fractionnée, aussi asservie aux besoins de l'Etat, aussi concentrée aux mains de quelques incapables. Il n'y a aucune raison pour la réflexion économique ne se trouve qu'aux Etats Unis où elle est certes largement nobélisée mais en général nulle et sous influence. La France ne doit pas admettre de sombrer dans la médiocrité, le suivisme et l'erreur.

Il faut stimuler, il faut aérer, il faut alimenter la réflexion économique de notre temps. Et il faut complètement repenser, actualiser, étendre, rendre gratuite, l'information disponible. Après l'effroyable échec qu'aura été l'incapacité générale des structures publiques et officielles à prévoir la Grande récession, on ne peut pas se contenter de l'attitude des légionnaires romains démolis par Astérix et Obélix : se rajuster en sifflotant au milieu des décombres. On notera que ce sujet crucial n'est JAMAIS traité dans les médias généraux ou spécialisés.

Didier Dufau pour le Cercle des économistes e-toile.